



RAPPORT D'ACTIVITES 2012

A- Introduction

C'est une année 2012 riche en développement, maintien de l'activité, continuité, valorisation dans un contexte en crise et en évolution. L'année 2013 qui s'annonce verra en effet se concrétiser un point de tension structurel et conjoncturel. Mais il s'agit de l'année 2012 et le rapport d'orientation viendra dresser plus avant le bilan, l'analyse et les perspectives 2013.

Développement de l'offre pour ancrer notre activité et répondre aux enjeux : nous avons ainsi travaillé à la compréhension du contexte et de notre identité à travers le travail sur la communication enclenchée fin 2011 et celui sur le projet d'établissement et ses orientations ; travail d'appropriation nécessaire pour les nouvelles personnes arrivant en poste, et de partage avec l'ensemble des parties prenantes, notamment à notre dernière assemblée générale qui réunissait une trentaine de Participants sur le thème « ça sert à quoi le CCB ? ».

Développement de l'offre de formation tout d'abord : nous nous sommes attelés à la tâche pour travailler sur l'offre existante, atténuer les logiques de concurrence – notamment sur le DEIS en intégrant la plateforme Unaforis Bretagne ; valoriser les diplômes « maison » véritable outil de promotion par la recherche action d'une démarche qui nous est propre et ainsi réouvrir un DHEPS et un DEIS à la rentrée de septembre 2013, puisqu'en effet, en 2011 nous avons reporté cette ouverture faute de candidats

suffisamment financés ; étendre notre offre, pour répondre aux besoins de l'éducation populaire en travaillant un dossier en partenariat avec les fédérations, mouvement d'éducation populaire (CEMEA, Familles Rurales, MRJC, Léo Lagrange, La ligue de l'enseignement l'Uapar) : le DESJEPS ouvrira en 2013 car il a été habilité fin 2012 par la DRJSCS : ce dossier nous a mobilisé collectivement et débouche sur une réponse de formation des cadres de Niveau 2 de l'Education Populaire originale. Parallèlement, nous avons travaillé l'offre de la modularisation des formations, pour la démultiplier. Cet investissement portera ses fruits en 2013 (Module de formation des évaluateurs externes pour exemple)

Dans ce cadre, démultiplier les offres, répondre aux sollicitations et donc aux appels d'offres, a mobilisé une partie de nos ressources, sans résultats probant sur ce dernier volet !

S'inscrire dans les réseaux, évaluer et valoriser nos travaux de recherche partenariale, ont constitué des axes priorités en 2012 sur les dossiers suivants : nous arrivions en effet au terme d'une boucle de 3 ans en 2012 sur le BIPESS et sur le LFS : ces deux dossiers ont inscrits des logiques de publicisation et de valorisation de nos travaux de recherche, inscrites en collaboration l'une et l'autre avec des partenaires associatifs et institutionnels qui ont salué nos résultats autant que nos démarches. Si nos délais de production définitive des rapports ont été plus longs que prévu, ces résultats se sont

nourris de ces forums de restitutions alimentant l'analyse de nos travaux.

Nos réponses aux évaluations externes d'autre part, se sont structurées en 2012, renforcées d'un travail de regards croisés d'une équipe d'intervenants du CCB, volontairement engagés dans ce suivi.

Faire association ?

Enfin l'année 2012 marquera ce questionnement travaillé au fil de l'eau, dans la compréhension du contexte à partager avec des nouveaux venus qui questionne pour chacun : quel engagement associatif au service de quel projet ? Il nous faudra poursuivre en 2013, cette réflexion, qui prend une tournure toute particulière quand notre modèle économique est mis à mal, par un déficit structurel et conjoncturel, lié au contexte plus global et à un effet ciseaux de nos charges et de nos produits.

Pour finir d'introduire ce rapport, il est important de souligner que la richesse de l'activité de 2012, est le fruit d'un travail d'équipe (bénévoles et professionnels), où chacun prend sa part dans la tâche à accomplir : que chacun en soit ici remercié.

SOMMAIRE

A- Introduction	p. 1
B- Formations diplômantes	p. 2
C- Autres formations	p. 3
D- Evaluation	p. 4
E- CERCOOP	p. 5
F- Instances, réseaux et partenariat	p. 7
G- Communication	p. 8
H- Conclusion	p. 8
Glossaire/statistique en Annexe	

B- Formations diplômantes

(cf statistiques en annexe)

1. DHEPS REPS, Responsable d'Etudes et de Projet Social (Niveau II)

Promotion Dheps Reps 50

L'ensemble des étudiants de la promotion DHEPS 50 a certifié son parcours, excepté une personne.

Titres des mémoires :

"L'action sociale aujourd'hui : quels freins à l'Empowerment collectif ?"

"L'engagement professionnel au prisme de la participation sociale des enfants dans deux IME. Enjeux d'une réappropriation."

Promotion Dheps Reps 51

En septembre 2012, la promotion DHEPS Reps 51, 13 personnes - dont 4 en itinéraire personnalisé se sont inscrites dans ce double parcours de formation : la formation par la recherche action qui se concrétise par la production d'un mémoire et l'initiation à la démarche projet, qui se matérialise dans l'élaboration collective d'un projet social.

Par ailleurs, cette promotion s'inscrit dans un parcours de formation en concomitance avec le DEIS.

Titres des mémoires :

« Lutte contre l'Habitat Indigne et autonomie des personnes vulnérables : des textes de lois vertueux à la réalité des habitants majeurs protégés »
« Précarités, incertitudes des infirmiers soumis au nouvel ordre hospitalier »

« La dimension relationnelle de l'attractivité territoriale »
(mémoire en ligne sur le site du CCB)

2. DEIS, Diplôme d'Etat d'Ingénierie Sociale (Niveau I)

Promotion DEIS 1

La mise en œuvre du DEIS en janvier 2010 dans le cadre d'une concomitance avec le DHEPS (les deux premières années) et le Master2 IMP (la troisième année)

a regroupé une promotion de huit personnes dont une dispensée des épreuves 1 et 2 par le règlement d'examen.

La formation s'étale sur 3 ans et s'est donc achevée en 2012 avec l'évaluation de 3 épreuves.

La spécificité du DEIS est d'abord d'engager les étudiants, en groupes d'intervention, sur la réponse à des demandes d'études de terrain ou des commandes rentrant dans le cadre du DEIS : diagnostic, conception, évaluation.

Trois études de terrain ont donc été finalisées auprès des structures et certifiées en octobre 2012 :

- *Vieillir chez soi aux Hautes Ourmes.* Commanditaire : Collectif des Hautes Ourmes.
- *Les Habitants relais contributeurs du « vivre ensemble » sur le patrimoine d'Aiguillon ?* pour Aiguillon construction.
- *Etude pour un dispositif d'évaluation qualitative de "Sortir".* Commanditaire : APRAS.

La deuxième épreuve du DEIS, l'écriture d'un article à caractère scientifique et professionnel, travaille au développement des capacités de communication écrite dans une perspective de valorisation des études et des recherches. L'ensemble des étudiants a validé positivement cette épreuve en Novembre 2013. Nous avons proposé aux étudiants intéressés de proposer cet article au comité de rédaction de la revue Arpes.

Une concertation avec la DRJSCS a permis de préciser les modalités pratiques de l'évaluation finale. Elle a aussi été l'occasion de préciser la nouvelle organisation de l'équipe pédagogique pour 2012 et plus largement de réactualiser la déclaration préalable. A cette occasion, l'opportunité d'une demande d'allègement et de dispense auprès de la DRJSCS pour le DHEPS REPS a été rejetée au motif d'une non concordance

entre le diplôme RNCP et la logique des diplômes d'état.

Les étudiants ont ainsi pu déposer et soutenir leur mémoire d'ingénierie sociale sur les thématiques suivantes :

- *Transmission d'une culture institutionnelle : Synergie entre traditions et innovations professionnelles*

- *DES RISQUES PSYCHOSOCIAUX DANS LES SERVICES ACADEMIQUES ? Regard sur la situation des enseignants titulaires en zone de remplacement*

- *Stratégies identitaires des ingénieurs informaticiens seniors pour se maintenir en emploi, « Senior... et alors ! »*

- *Comment repenser les interventions sociales auprès des adolescents en grande difficulté familiale et scolaire ?*
La relation de l'adolescent à l'adulte en question

A noter que 3 d'entre eux suivaient la double certification Master2 et Deis, ce qui n'a pas été sans difficulté au vu des calendriers respectifs (année scolaire d'une part et année civile d'autre part, rendant inconfortable la mutualisation de certains cours en 3^{ème} année) et des différentes épreuves. D'autre part le calendrier des épreuves proposé par la DRJSCS, ne permettait pas à nos étudiants une soutenance alors même que le dispositif de formation se terminait. Celui-ci est ainsi revu pour l'ouverture de la deuxième promotion.

3 étudiants ont donc obtenu le DEIS fin 2012. Le reste de la promotion est accompagné en 2013 pour soutenir à la fin de cette année.

Promotion DEIS 2

L'incertitude des effectifs des promotions DHEPS Reps et DEIS à l'automne 2011, nous a contraint à reporter la rentrée en septembre 2012.

Ce report s'avère totalement pertinent puisqu'il a laissé le

temps aux promotions de se constituer (sept personnes). Et la rentrée s'est donc organisée en concomitance avec le DHEPS, ce qui nous permet d'envisager une concomitance Master 2 plus satisfaisante en septembre 2014.

3. DPITSH, Chargé de Projets d'Insertion Professionnelle des Travailleurs en situation d'handicaps (Niveau II)

L'objectif de la formation DPITSH est de permettre aux professionnels de l'insertion des personnes en situation de handicap de développer leurs compétences et de se doter d'outils méthodologiques d'intervention suscitant et favorisant l'intégration et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap.

Le programme DPITSH est structuré sur les principes suivants :

- Quatre modules sur le domaine du handicap, de l'accompagnement des personnes, de l'intégration en entreprise, de la méthodologie de recherche professionnelle.
- Des parcours différenciés permettant l'accès à des professionnels en adéquation avec leurs objectifs :

a) « Présentiel » par regroupements mensuels sur deux ans (60 jours).

Effectifs pour 2012 :

- 2^e année de la promotion 18 étudiants.
- 1^{ère} année de la promotion 19 : 8 étudiants.

b) « A distance » par l'accès aux ressources sur une plateforme informatique et par un accompagnement en quatre regroupements d'une semaine chacun sur deux ans.

Effectifs pour 2012 :

- 2^e année de la promotion 18 : 2 étudiants.
- 1^{ère} année de la promo-

tion 19 : 4 étudiants.

c) VAE :

Effectifs pour 2012 en dispositif « VAE » : 5 étudiants se sont engagés dans le parcours.

d) Modules « à l'unité » avec certification : 2 personnes ont suivi un module de formation.

- La construction d'un projet de dimension professionnelle à travers les trois épreuves de la certification : exploitation conceptuelle et monographie problématisée (première année), mémoire (seconde année).
- Une équipe pédagogique et des jurys d'évaluation du mémoire constitués d'experts et de professionnels du champ du handicap dont certains sont diplômés DPITSH.

4. CAFERUIS-DHEPE

La formation Caferuis-Dhepe est mise en œuvre simultanément dans le cadre de l'arrêté du 8 juin 2004 (Diplôme d'Etat de niveau II) et dans le cadre du référentiel de formation Dhepe en partenariat avec l'AFPE.

Au plan pédagogique, nous avons enregistré un nombre significatif de stagiaires, 19 en première année 2012 - 2013, 10 en deuxième année accueillis sur le site de Rennes-Bruz.

Sur l'année 2011 - 2012, 31 étudiants.

Par ailleurs, les modifications apportées au système modulaire, ont conforté les choix opérés et donné leur pleine satisfaction aux stagiaires. Des évolutions qui ont permis de donner davantage de cohérence et de lisibilité au parcours de formation. Trois épreuves de validation proposées par les centres de formation sanctionnent le parcours : une épreuve sur table de gestion financière et administrative (en février 2011), un oral de management d'équipes (en mai

2011) et la présentation d'un dossier technique (en juin 2011).

La soutenance du mémoire, épreuve de certification finale, s'est déroulée début novembre 2012. Dans l'ensemble, les résultats au diplôme ont été plutôt satisfaisants.

Il convient également de signaler les évolutions d'ordre institutionnel avec la création de l'UNAFORIS, qui ne manqueront pas de clarifier les relations notamment entre le CCB et l'AFPE. D'autre part, l'AFPE forme depuis septembre 2012 avec l'IRTS de Bretagne, et Arcades formation une entité d'Union de 3 établissements.

5. Master 2 IMP (Insertion Médiation Prévention)

L'évaluation très positive du Master 2 IMP par le ministère a permis dans le plan quadriennal 2012-2015, la validation de la nouvelle maquette M1 et M2. Les évaluateurs soulignent la bonne insertion des diplômés à 18 mois, l'ancrage du diplôme dans son environnement professionnel et enfin la diversité du recrutement en raison d'une attractivité régionale et nationale.

La rentrée 2012 a permis d'accueillir onze étudiants dont 2 étudiants de formation continue. Les soutenances auront lieu au deuxième semestre 2013.

Comme chaque année, les étudiants du Master2 IMP ont organisé un séminaire sur une question sociale. Cette journée a été inscrite dans le programme du DEIS et du DHEPS et avait pour thème « Le non recours : ces invisibles qui boudent l'intervention sociale ? ».

C- Autres formations

6. Formation-action auprès de services de prévention spécialisée (diagnostic de positionnement)

La Sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence d'Ille et Vilaine

avait confié au Collège Coopératif une première formation au diagnostic de positionnement appliqué à la prévention spécialisée qui s'est achevée à l'automne 2011.

A partir d'un cahier des charges validé par les professionnels, un cycle de formation en trois temps avait été élaboré :

- un programme de formation en alternance pour une douzaine d'éducateurs de prévention sur les aspects théoriques et pratiques du diagnostic de territoire ;
- trois séminaires d'appropriation collective pour l'ensemble des salariés du service de prévention (trente personnes) ;
- enfin, nous sommes intervenus en appui des six équipes de prévention dans la réalisation de leur diagnostic. Les membres du groupe qui ont suivi la formation en alternance ont eu la possibilité de valider l'unité de formation « projet social » du DHEPS.

Cette première expérience s'est prolongée avec le début d'une formation à l'automne 2011 et qui s'est poursuivie en 2012 auprès de deux autres services (APE2A à Fougères et le Goéland à St Malo) sur un format assez similaire à celui qui avait été initié : 16 journées de formation avec 25 participants. Nous avons surtout travaillé cette fois-ci à une meilleure articulation entre la démarche formative et l'initiation des travaux sur site pour qu'il y ait une anticipation et un étalement de la charge de travail qui pèse sur les équipes dans le cadre de la réalisation pratique de leur diagnostic de positionnement.

Ce dispositif a été adapté pour la Sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence du Morbihan au deuxième semestre 2012 (3 journées). Il se poursuit jusqu'en juin 2013 et concerne l'ensemble du service de prévention (Lanester et Lorient).

7. ADAPEI 35

A la demande de la direction générale de l'Association ADAPEI 35, le CCB a proposé un cycle de formation-action sur six journées, en vue de mobiliser les dirigeants et cadres de cette institution sur les enjeux stratégiques pour l'association et le champ médico-social et développer une culture associative par la réflexion partagée sur les enjeux, la valorisation des convergences et la mutualisation des outils.

Le bilan de ce cycle de formation novateur pour l'Association a donné lieu à des prolongements à trois niveaux : la formation des membres des Instances Représentatives du Personnel (IRP), l'accompagnement à la formulation du projet stratégique associatif et l'accompagnement des équipes à la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC). Missions que le CCB a assurées avec constance et application sur la base des principes de co-construction, de valorisation des acteurs et de mutualisation des expériences. La mission relative à la GPEC s'est donc poursuivie durant toute l'année 2012 sur 29 jours. Elle donne lieu à la formation des tuteurs en 2013 dans le suivi de l'accompagnement proposé.

8. Accompagnement

La MJC du Plateau (3 jours en 2012) et la Ferme de la Harpe (octobre 2012 à mars 2013) ont sollicité le CCB pour un accompagnement de leurs équipes (professionnels et bénévoles) à l'élaboration, l'évaluation et l'analyse de leur projet associatif.

Les CEMEA Pays de la Loire ont par ailleurs été accompagnés sur le BIPESS fin 2012.

Le SAVS Val de Seine a bénéficié d'un module « insertion des travailleurs en situation de handicap » sur 2 jours auprès de l'ensemble du service.

9. Observatoire de la jeunesse sur la commune de Ploemeur

Le contexte de création d'un observatoire de la jeunesse, permettant d'élaborer une politique concertée et réflexive sur les actions en direction de la jeunesse, a concerné en amont de notre intervention des acteurs du territoire (partenaires institutionnels et associatifs). Le CCB a proposé une démarche d'accompagnement mobilisant les outils et les leviers de la recherche-action coopérative, afin d'expérimenter avec un groupe d'acteurs volontaires, des outils d'une connaissance partagée et appliquée sur une question ciblée sur le territoire de Ploemeur.

L'intervention sur 20 jours a consisté - dans le cadre d'une démarche s'apparentant aux ACORA (Ateliers Coopératifs de Recherche Action) à : expérimenter une démarche de co-construction des connaissances ; accompagner la capitalisation de la démarche en réflexion sur les orientations, outils et méthodologies d'un observatoire.

Cette mise en place se poursuit en 2013, avec la préparation et la mise en œuvre d'un forum sur le territoire de valorisation de la démarche enclenchée (avril 2013). Elle pourrait donner lieu à une continuité dans le cadre d'un programme ASOSc du Conseil régional : d'une logique d'observatoire à une logique d'expérimentation, contribuant à l'évolution des postures professionnelles, associée à une méthodologie de suivi par des observations partagées associant des collectifs chercheurs-acteurs.

D- EVALUATION

Pour le Collège Coopératif en Bretagne, l'évaluation doit résolument impliquer tous les acteurs et principalement les usagers. Le CCB est engagé dans la conduite de l'évaluation interne et externe des établissements et services sociaux et médico-sociaux.

Il existe deux démarches différentes et complémentaires de l'évaluation :

- L'évaluation interne qui est un outil de management et de dialogue avec les établissements et services pour discuter de la définition des besoins sur les territoires et du développement des actions. Elle est essentielle à l'amélioration de la qualité. C'est une démarche en continu qui donne lieu à un rapport tous les cinq ans.

- L'évaluation externe qui porte sur la pertinence, l'impact et la cohérence des actions déployées par les établissements et services, au regard d'une part, des missions imparties et d'autre part des besoins et attentes des populations accueillies (L'article L.321 du code de l'action sociale et des familles). Outil d'aide à la décision, l'évaluation externe donne lieu à un rapport tous les sept ans.

Le Collège Coopératif en Bretagne est habilité par l'ANESM, Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux, pour la conduite d'évaluations externes depuis 2010. L'année 2012 est une année de développement de ce secteur et d'une nouvelle forme d'accompagnement des ESMS, donc de co-construction avec nos partenaires : dans ce cadre en effet nous avons limité la réponse aux appels d'offres, qui ne produisent pas les résultats escomptés, nous attachant à des réponses ciblées et à une démarche de contractualisation partenariale quand celle-ci était possible.

Ce champ fait aussi le lien avec le travail conduit depuis 3 ans sur le BIPESS. C'est dans ce cadre que nous avons réalisé une mission d'accompagnement des CEMEA Pays de la Loire cités plus haut.

10. Evaluation externe

En 2012, nous avons réalisé, un accompagnement d'évaluation

des projets de services avec BGP, d'un EMS à Niort, en amont d'une logique d'Evaluation externe.

Nous avons réalisé l'Evaluation externe dans le cadre des services à domicile de l'association ADMR 22, et de la SARL Arc en Rêves.

Et réalisé l'évaluation Externe de l'association Trisomie 21.

Pour un total de 28 jours de prestations consolidés cette année.

Cette logique a été travaillée en associant quelques intervenants volontaires du CCB qui ainsi constituent une équipe permettant de croiser les regards, de renforcer notre approche pluri disciplinaire et d'assurer les entretiens de manière partagée.

E- CERCOOP

10. Recherche partenariale

Programme LFS -La Fabrique du Social- et convention avec le CRESEB – Centre de Ressources et d'Expertise Scientifique sur l'Eau en Bretagne-

Ces deux programmes de recherche-action interrogent centralement la question du croisement des savoirs et la productivité des coopérations chercheurs-acteurs, que ce soit dans un contexte de politique publique (autour de la qualité de l'eau) ou d'émergence d'actions publiques initiées par la société civile dans le secteur du social (innovations sociales).

En cela, tant les méthodologies développées que les résultats produits sont susceptibles de réactualiser et de diversifier des orientations théoriques et épistémologiques des collèges coopératifs et devront faire l'objet de réinvestissement dans les programmes de formation.

➤ La Fabrique du Social, expérimentation et innovation sociale

(en partenariat avec ARCS, CRES, ESO Rennes2, l'UBO et avec le soutien de la Région, de l'Etat (DRJSCS)).

Le programme de recherche « La Fabrique du Social, expérimentation et innovation sociale » se donne pour objectif central de comprendre les processus collectifs d'hybridation des savoirs au cœur des initiatives expérimentales et innovantes. Il privilégie une approche inductive, afin de produire progressivement des grilles d'analyse permettant de donner un contenu à la notion d'innovation sociale et d'identifier des éléments de théorie de l'action innovante à partir de l'observation des terrains et des acteurs.

Le bilan des travaux réalisés au cours de la troisième année s'appuyant sur les dix monographies, rédigées à partir d'une grille de lecture partagée par le groupe de travail, ont servi de matériaux aux analyses transversales et à la capitalisation et la valorisation, constituant les principaux attendus de cette troisième et dernière année du programme, qui donne lieu au rapport final.

Différents travaux ont permis de diversifier les modalités de valorisation sociale du projet La Fabrique du Social. Ils travaillent ainsi à la confrontation-appropriation des principaux éléments de débats de ce programme de recherche-action :

- Celui de la confrontation-mise en débat avec la sphère académique dans le cadre de l'organisation d'un séminaire et de journées d'études mais aussi par la participation des membres de l'équipe à des manifestations scientifiques.

Ainsi, le séminaire « Trajectoire, processus et productions des innovations sociales » s'est déroulé le 30 octobre 2012 à la maison de la recherche de l'université de Rennes 2. Il s'est traduit par un appel à communication ciblé auprès de chercheurs investis sur la

problématique du séminaire et l'invitation à débattre de partenaires institutionnels. Etaient présents une trentaine de personnes.

- celui de l'organisation d'un forum de réflexions partagées **"Les laboratoires de l'innovation sociale. La recherche au coeur des mobilisations citoyennes ?"** les 8 et 9 novembre 2012 à Rennes 2 qui met en débat la place de la réflexivité dans les mobilisations citoyennes reconnaissant ainsi la fonction de laboratoire social des innovations - 167 personnes inscrites.

L'organisation d'un temps de réflexion partagée réunissant tant des acteurs de la société civile, des représentants de mouvance associative, des institutionnels que des chercheurs intéressés à débattre de formats expérimentaux de mise en recherche conjointe a constitué un temps fort de clôture de ce programme LFS. Mais il a été aussi animé à partir des perspectives d'ouverture.

L'enjeu de poursuivre et de mutualiser les expérimentations qui travaillent en ce sens, comme dans le cas de recherches coopératives qui peuvent prendre la forme du chercheur-acteur collectif, est apparu comme une attente forte des personnes réunies à cette occasion.

- la création et l'alimentation d'un site Internet pérenne qui a permis la visibilité, la publicisation et la mise en réseau d'acteurs mais aussi de chercheurs intéressés à développer et réfléchir ce type de démarche (<http://www.lafabriqu.edusocial.fr/>);

➤ **Etude des coopérations acteurs-chercheurs (la qualité de l'eau en Bretagne) CRESEB**
Dans le prolongement des réflexions initiées ci-dessus, la création du CRESEB, Centre de Ressources et d'Expertise

Scientifique sur l'Eau en Bretagne qui se veut une interface, une plateforme d'échange entre les acteurs de la gestion intégrée de l'eau et les scientifiques, a suscité l'intérêt du CCB. En effet, son positionnement autour du transfert et de l'animation de dispositifs participatifs augure d'un champ de questionnements pour lesquels le CCB se propose d'apporter sa contribution :

- La référence au transfert de connaissances pour animer le dispositif ne risque-t-elle pas d'induire une vision relativement descendante et désincarnée de la construction des problèmes ?

- Est-ce que précisément l'entrée par l'appropriation sociale des sciences n'est pas plus pertinente dans la mesure où elle s'intéresse de façon centrale, certes à la production de connaissances, mais surtout aux conditions de leur circulation et de leur réception par les acteurs locaux en charge de l'amélioration de la qualité de l'eau ?

- Comment, dans le cadre des forums proposés par le CRESEB, développer des modalités d'animation pertinentes et constructives ?

Initié en 2011, ce chantier s'est poursuivi sur l'année 2012 autour de différentes propositions de travail qui structurent le diagnostic : un travail de veille scientifique, la participation réflexive à des réunions de travail, un travail d'enquête auprès d'acteurs qui permettent de mieux comprendre comment, dans ce cas singulier peut s'envisager la question des coopérations acteurs de l'eau et scientifiques ; et la participation à un forum où sont déroulées des pistes de réflexions sur ces coopérations chercheur-acteur. Ce travail a donné lieu à la rédaction d'un rapport final transmis en CRESEB début 2013.

BIPESS

La démarche expérimentale BIPESS, initiée depuis 2009 par le CCESS, le CG 35 et la Région Bretagne et mise en œuvre par le CCB, est arrivée à son terme en 2012. Le BIPESS permet de valoriser les acquis, de souligner les faiblesses et d'identifier les axes à travailler. Il constitue aussi l'occasion de se familiariser avec des notions complexes, de donner un contenu à un discours en le rapprochant des pratiques concrètes (exemples : solidarités produites, capacité d'innovation, question du pouvoir et de la démocratie).

Ainsi, le BIPESS constitue une nouvelle approche constructive, négociée et donc partenariale des démarches de progrès au sein du secteur de l'ESS, au même titre que le Bilan sociétal, le DLA ou l'Utilité sociale. Cependant, il soulève la question de son adéquation possible avec les démarches normatives comme celle promue actuellement par la démarche qualité ISO 26000.

Une journée de restitution des travaux s'est déroulée le 15 mars 2012 à Rennes en présence de l'ensemble des partenaires, acteurs et destinataires du baromètre (une centaine de personnes étaient présentes). Les conclusions et le rapport final ont ainsi été diffusés et favorisés, notamment sur le site dédié : www.bipess.org

Une prochaine étape est envisagée pour faire évoluer le dispositif en 2013.

11. ARPES (Revue électronique de valorisation des recherches actions sur les pratiques et expérimentations sociales)

Démarrée en 2010, le Comité éditorial de la revue s'est mis en route et a travaillé deux numéros thématiques pour les appels à contribution, avec une réunion par trimestre réunissant une douzaine de participants volontaires : L'un sur la « recherche partenariale » et

l'autre sur « l'innovation sociale ».

Le comité éditorial a ainsi mis en œuvre une réelle démarche partagée de lecture/relecture, analyse critique, et validation des différents supports, en s'attachant à travailler avec les rédacteurs à la publication de leur article.

Ainsi nous avons pu mettre en ligne le numéro sur l'Innovation sociale qui comprend 6 articles.

F- Instances, réseaux et partenariat

A l'interne :

12. Conseil d'Administration – Assemblée générale du CCB

Le conseil d'Administration s'est réuni 4 fois en 2012 (mars – mai juillet – octobre) et a réuni une douzaine d'administrateurs en moyenne.

Depuis la dernière AG, où nous étions rassemblés pour les 30 ans (35 personnes présentes le 29 juin à la MJC La Paillette), nous avons accueilli plusieurs nouvelles personnes dans les différentes instances (CA, CS, CTP) travaillant ainsi au renouvellement des personnes et à la valorisation l'engagement.

Les dossiers travaillés par le CA en 2012 ont été les suivants :

- suivi financier, RH et administratif du CCB, vie statutaire et communication

- convention cadre Rennes 2, Stratégie régionale de développement de l'ESS, recherche et développement

- préparation des 30 ans !

- travail sur les orientations du projet d'établissement et validation.

- Plateforme Unaforis Bretagne

Le Bureau composé de 4 membres (M Leighton, J Cottureau, B Gaillard et F Mounier Vogeli), s'est réuni très régulièrement toute l'année 2013 (12 réunions de bureau).

13. Conseil Scientifique

6 CS dans l'année 2012 et une journée séminaire à Cancale organisé par le CS le 8 septembre, qui invite chaque année largement les acteurs du CA, du CS, les membres de l'équipe, certains invités étudiants, à contribuer aux travaux de réflexion : cette année, lancement du travail sur la démarche coopérative.

En alternance (1 CS sur 2) des travaux sur le fond : Travail sur la Recherche coopérative et sur les démarches coopératives.

Et sur les logiques plus statutaires : Evaluation des promotions et certification des diplômes CCB ; lien avec les activités du CCB (LFS pour exemple), ou les enjeux politiques.

14. Conseil technique et pédagogique

Deux réunions cette année : cette instance regroupe les représentants des formations diplômantes (étudiants, professionnels, administrateurs, responsables de formation) et permet d'articuler tout ce qui touche au parcours des étudiants dans ce cadre pédagogique et technique.

Le CTP a notamment travaillé le lien entre formation et terrain pratique via l'apport des professionnels présents.

Il reçoit les questionnements des étudiants.

13. GNCC Groupement National des Collèges Coopératifs

Nous nous sommes inscrits en 2012 sur la reprise des contacts avec le GNCC : trois rencontres ont ainsi été organisées, et l'accueil de l'AG du GNCC s'est déroulé à Rennes en juillet dernier, avec l'élection d'un nouveau bureau : c'est Marilou Leighton qui est donc la nouvelle présidente du groupement.

Nous avons travaillé sur les enjeux communs aux Collèges Coopératifs (Unaforis notamment) ; un travail sur la déclinaison du DPITSH à Lyon à

la demande du CCRA ; les logiques d'appui et de soutien inter collège, notamment par la réponse à des opérations conjointes.

A l'externe :

12. UNAFORIS

Association créée en décembre 2008, l'UNAFORIS réunit au 1er janvier 2012 l'ensemble des établissements de formation en travail social, précédemment adhérents de l'AFORTS et du GNI, ses fondateurs qui ont choisi de se dissoudre fin 2011.

Le CCB étant adhérent de l'AFORTS, il se retrouve donc adhérent UNAFORIS.

Le projet de l'UNAFORIS est de :

- promouvoir et soutenir la mise en place d'un nouvel appareil de formation, via les plateformes régionales des formations et les Hautes écoles professionnelles en action sociale et de santé (HEPASS);

- contribuer activement à une nouvelle architecture des formations et au développement d'une offre de services de qualité ainsi qu'au développement de la recherche pour le travail social ;

- animer le réseau et apporter un appui aux adhérents.

C'est dans ce cadre qu'une démarche est enclenchée début 2012, de création d'une Plateforme UNAFORIS Bretagne dans laquelle nous sommes sollicités pour travailler avec le GIRFAS à sa préfiguration, en vue d'une labellisation nationale. Le GIRFAS réunit en son sein, les EFTS suivants : AFPE, Arcades formation, Grimes, ITES, IRTS.

Le CCB s'est donc engagé dans ce chantier avec le GIRFAS et le Lycée Jeanne d'Arc, et a ainsi signé une convention d'engagement avec les autres Etablissements de formation au Travail Social pour porter la logique d'animation, de travail sur l'harmonisation de l'offre et la

valorisation de la recherche en Travail Social. Si les formations du CCB ne s'inscrivent pas exclusivement dans le champ des diplômés du code de la famille, il nous apparaissait important de nous engager dans ce processus, en faisant reconnaître nos spécificités (recherche, recherche action, pédagogie coopérative...) et ce, dans le champ plus large de l'ESS, pour travailler les points de complémentarité, de divergence, voir de concurrence entre nous.

Deux administrateurs du CC (Bernard Gaillard et Monique Aché) se sont donc inscrits régulièrement dans ces travaux. La plateforme Bretagne a été labellisée en octobre dernier. Et 2013, devrait concrétiser ce projet, par la création d'une association régionale : AFORIS Bretagne.

Cette logique nous a questionnés régulièrement et a mobilisé le Bureau et le CA du CCB, nous avons travaillé notre inscription dans une posture prudente, tout en travaillant à la reconnaissance par fonction de nos logiques et identités.

13. Autres représentations

Le CCB a inscrit sa représentation dans les instances suivantes :

- CCESS (Comité Consultatif ESS) du Conseil Général 35, Antoine Pillet nous a représentés toute l'année 2012.

- CA de la CRES Bretagne, Marilou Leighton est titulaire du poste et Anne-Claire Devoge est suppléante : présence toute l'année 2012.

- Nadine Souchard a représenté le CCB toute l'année 2012 au groupe de travail sur l'Innovation sociale créé à l'initiative de BDI (Bretagne développement Initiative) ; ainsi qu'au réseau du RIHEPS.

- Nous avons par ailleurs été sollicités dans le cadre de la mise en œuvre de la Chaire Jeunesse de la Région Bretagne par Patricia Loncle ; et par l'équipe de l'IUT carrières sociales sur la mise en place d'un nouveau DU par Sandrine Rospabé.

- Anne-Claire Devoge a représenté le CCB au CRTS Comité Régional du Travail Social.

G- Communication

14. FOAD SOCRATIC

Les modules en ligne sont utilisés ponctuellement par les étudiants du CCB. Cela nécessite une mise à jour régulière (recommandations, monographies...) et une aide technique lorsqu'ils en ressentent le besoin.

15. Information et communication

Brèves

Le CCB poursuit une communication électronique régulière avec la publication bimestrielle de ses brèves, lettre d'information électronique envoyée à tous les partenaires du CCB par le biais de la liste de diffusion ccb-info@listes.uhb.fr

Le nombre d'abonnés à la liste est en constante augmentation, il est passé de 3 500 en 2010 à 5 000 fin 2012.

Des actualités ponctuelles (information journées d'études et colloques, offres d'emploi...) sont également publiées sur ce même support d'information, ce qui permet de maintenir le lien avec nos différents partenaires.

Site Internet

Le site Internet du CCB <http://www.ccb-formation.fr> est mis à jour régulièrement. Une grande majorité des candidats qui prennent contact avec le CCB pour obtenir de la documentation sur les formations, le font par ce biais.

En 2011, la page d'accueil a fait l'objet de 12 000 connections et l'analyse de google Analytics nous montre que de nombreux internautes arrivent sur le site du CCB par le biais d'autres sites Internet sur lesquels nous sommes référencés.

Documents de communication

Au cours de l'année 2012, l'ensemble des parties

prenantes du CCB a travaillé à la plaquette de communication du CCB. Celle-ci a été diffusée lors de l'Assemblée générale des 30 ans.

A partir de ce support qui reprend en version synthétique les 3 axes de notre projet (formation, accompagnement, recherche), nous avons toiletté le site Internet du CCB.

H- Conclusion

En guise de conclusion de ce rapport d'activité, il nous faut considérer cette année 2012 comme une période de transition, propice à nous permettre des analyses et des évolutions de notre appareil de formation, de nos logiques coopératives, consolidant les acquis et valorisant l'expertise réalisée.

Fin 2012, les reports de contractualisation de certains dossiers en cours apportent son lot d'inquiétudes dans un contexte financier un peu plus tendu.

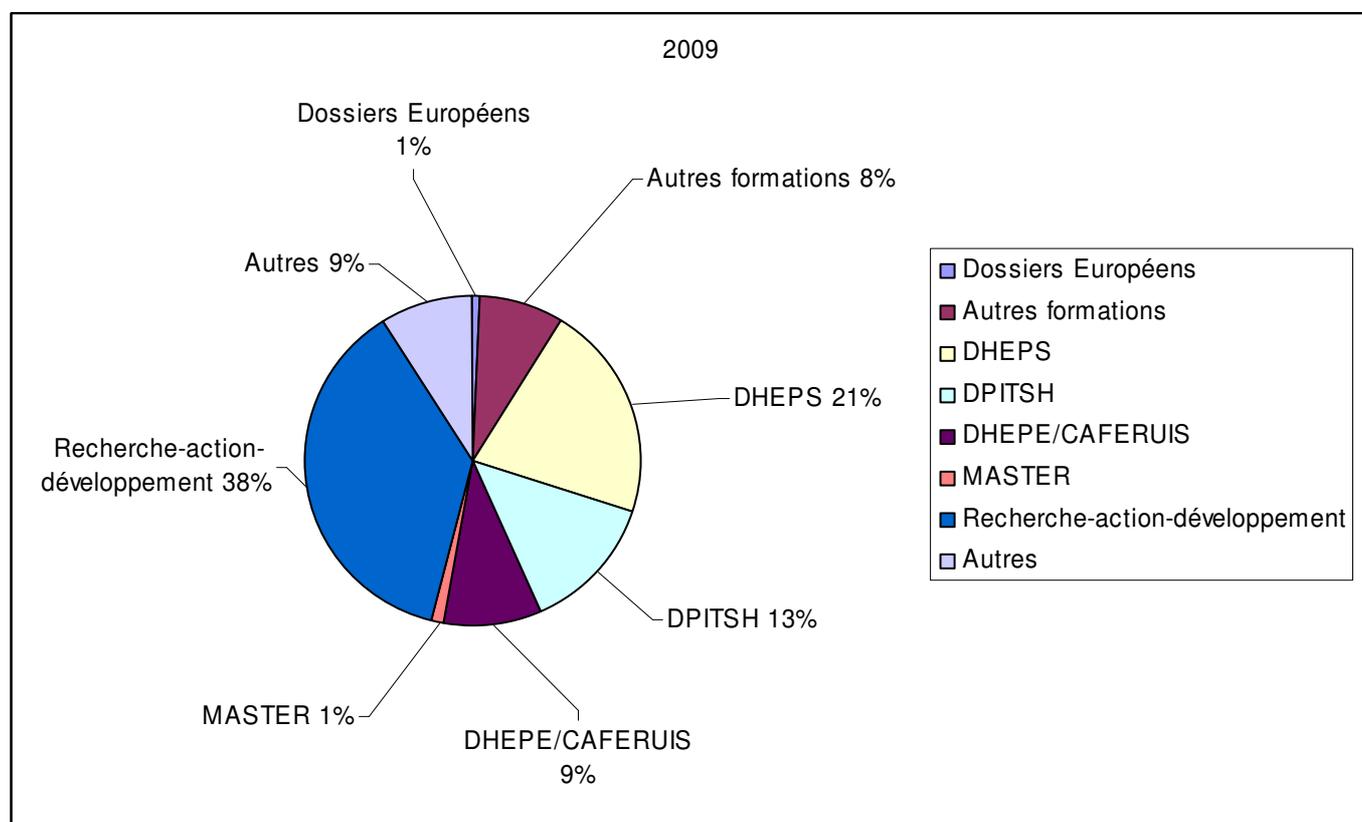
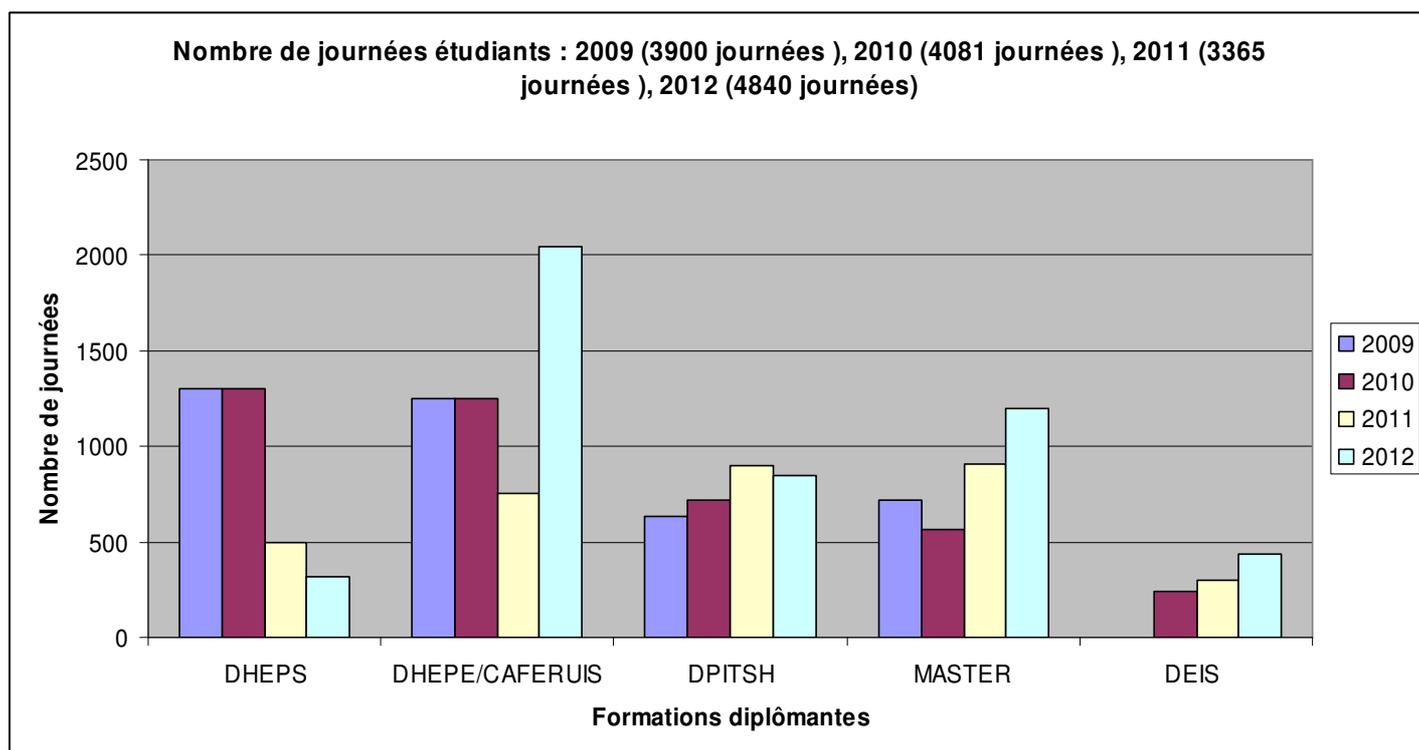
Le temps toujours contraint oblige à des choix : pour trouver l'équilibre, réduire la voilure est nécessaire sans remettre en cause ce qui fait l'essence de notre projet.

C'est dans une dimension collective de valorisation et de communication, que nous pourrons aller de l'avant, affiner nos stratégies et nos orientations, nous positionner dans l'environnement en affirmant notre identité "nouvelle" parce que sans cesse renouvelée et de ce qui fait notre essence "Entreprendre d'apprendre, apprendre à entreprendre, autrement".

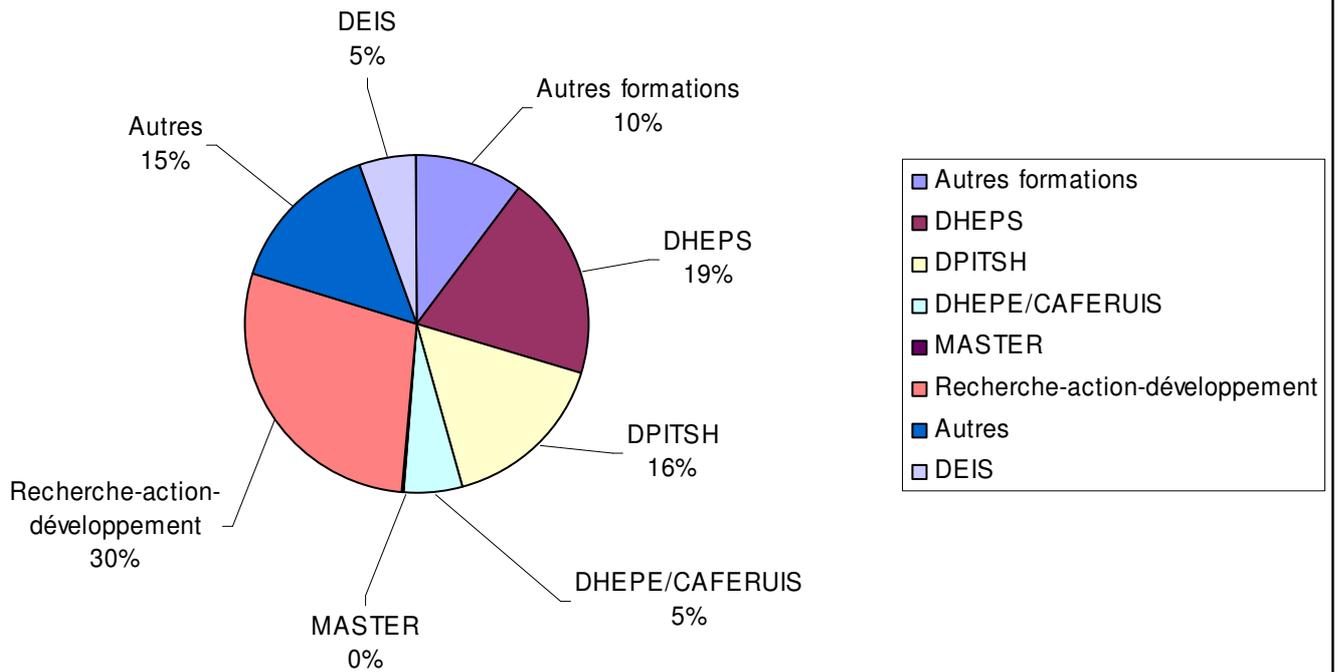
GLOSSAIRE

ACSE	Agence Nationale pour la Cohésion Sociale et l'Égalité des Chances
ADAPEI	Association départementale des amis et parents de personnes handicapées mentales
AFORTS	Association Française des Organismes de Formation
ANESM	Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux
AFPE	Association pour les Formations aux Professions Educatives et Sociales
AGEFIPH	Association Nationale de Gestion du Fonds pour l'Insertion Professionnelle des Personnes Handicapées
APF	Association des Paralysés de France
ARCS	Association Régionale des Centres Sociaux
ARPES	Revue électronique de valorisation des recherches actions sur les pratiques et les expérimentations sociales
ARS	Agence Régionale de Santé
ASOSc	Appropriation Sociale des Sciences (Programme du Conseil Régional)
BIPESS	Baromètre des indicateurs de progrès des entreprises de l'économie sociale et solidaire
CAFERUIS	Certificat d'Aptitude aux Fonctions d'Encadrement et de Responsable d'Unité d'Intervention Sociale
CCB	Collège Coopératif en Bretagne
CCESS	Comité Consultatif de l'Economie Sociale et Solidaire
CCPAM	Collège Coopératif Provence Alpes Méditerranée
CCRA	Collège Coopératif Rhône Alpes
CERCOOP	Centre d'Etude et de Recherche Coopérative
CG 35	Conseil Général 35
CIF	Congé Individuel de Formation
CNCP	Commission Nationale de la Certification Professionnelle
CREAI	Centre régional pour l'enfance et l'adolescence inadaptées
CRES	Chambre Régionale de l'Economie Sociale
CRESEB	Centre de Ressources et d'Expertise Scientifique sur l'Eau en Bretagne
CTP	Conseil Technique et Pédagogique
DEIS	Diplôme d'Etat d'Ingénierie Sociale
DHEPE	Diplôme des Hautes Etudes en Pratiques d'Entreprise
DLA	Dispositif Local d'Accompagnement
DHEPS REPS	Diplôme de Responsable d'Etudes et de Projet Social
DIF	Droit Individuel à la Formation
DPITSH (ex DPITH)	Chargé de Projets d'Insertion Professionnelle des Travailleurs en Situation d'Handicaps
DRJSCS	Direction Régionale de Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale
DRTEFP	Direction Régionale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
ECTS	European Credit Transfert System (Système européen de transfert de crédits)
EHESP	Ecole des Hautes Etudes en Santé Publique
EHES	Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales
ESAT	Etablissement et Service d'Aide par le Travail
ESS	Economie Sociale et Solidaire
GIRFAS	Groupe des Instituts Régionaux de Formation des Acteurs Sociaux de Bretagne
GNCC	Groupement National des Collèges Coopératifs
IRTS	Institut Régional du Travail Social
LFS	La Fabrique du Social
LMD	Licence-Master-Doctorat
M1 / M2	Master 1 / Master 2
MASTER 2 IMP	Master 2 Sociologie – Spécialité : Direction des Politiques et Dispositifs d'Insertion, de Médiation et de Prévention
MDPH	Maison Départementale des Personnes Handicapées
MFR	Maison Familiale Rurale
ORESS	Observation Régional de l'Economie Sociale et Solidaire en Bretagne
PAUF	Plan Annuel d'Utilisation des Fonds
RIHEPS	Réseau International des Hautes Etudes en Pratiques Sociales
SEA 35	Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence d'Ille et Vilaine
SOCRATIC	Système Ouvert et Coopératif de Recherche et d'Apprentissage par les Technologies de l'Information et de la Communication
SRDESS	Schéma Régional de Développement de l'ESS
TIC	Technologies de l'Information et de la Communication
UBO	Université de Bretagne Occidentale (Brest)
UCE	Université Coopérative Européenne
UNAFORIS	Union Nationale des Associations de Formation et de Recherche en Intervention Sociale
VAE	Validation des Acquis de l'Expérience

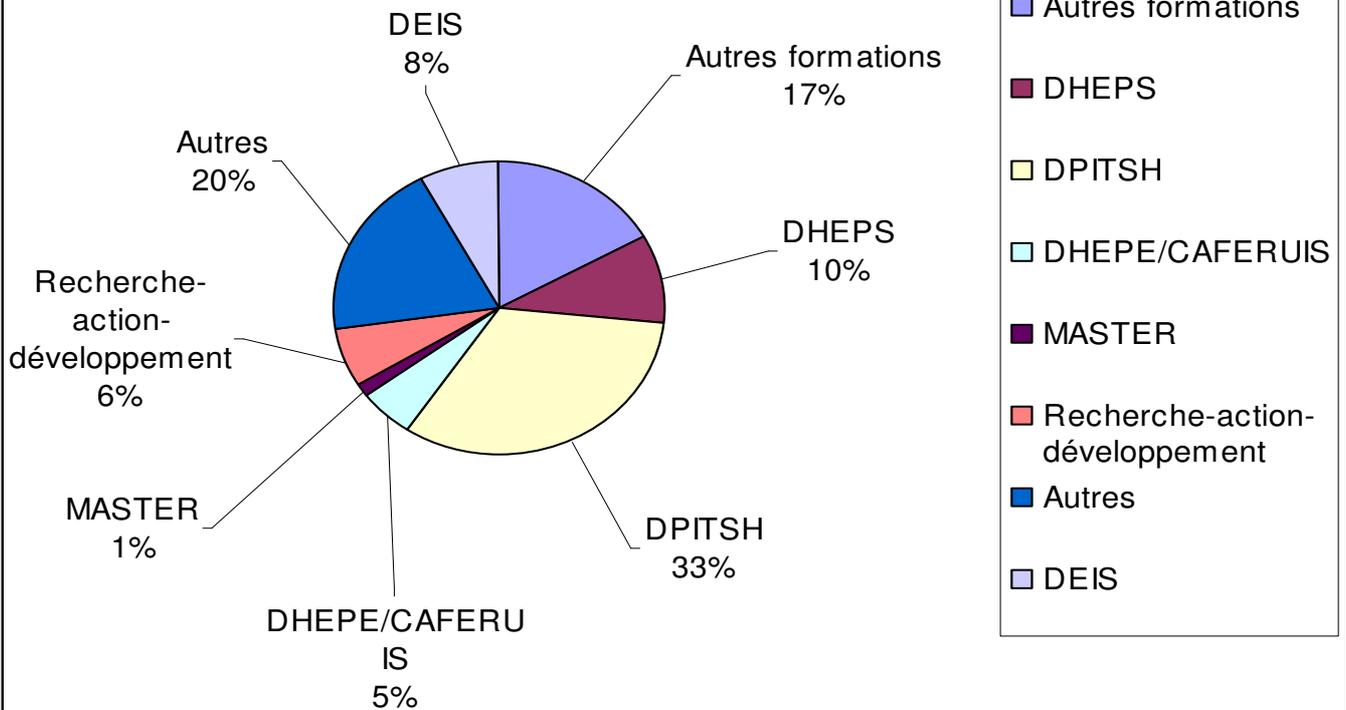
Aspects quantitatifs de l'activité



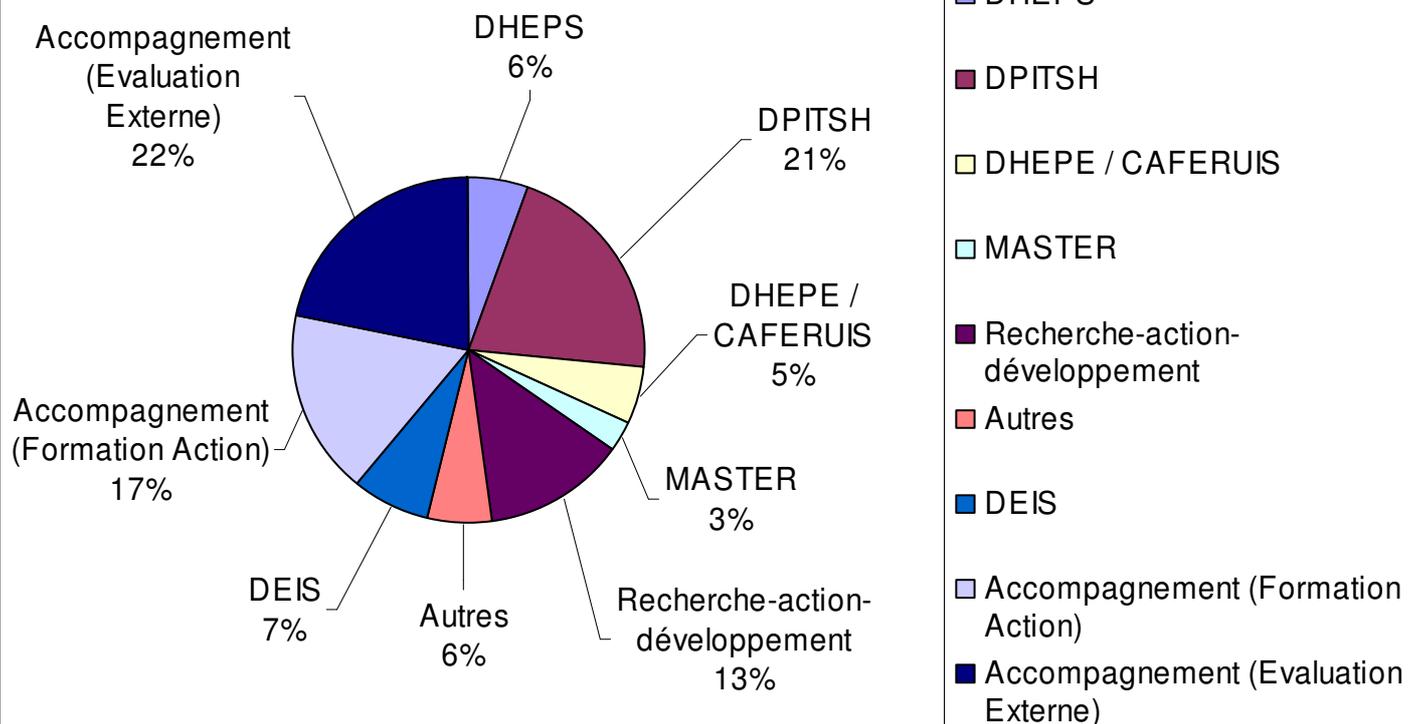
2010



2011



2012



HISTORIQUE FONDS SOCIAL

Années	Montant total	Nombre de stagiaires	Type de diplôme							
			DHEPS	DPITSH	DHEPE	DESS	DEIS	MASTER	CADRARAC	ECRIR
1999	8 308€	13	5 564 €		2 744 €					
2000	6 560€	15	2 604 €	335 €	762 €				343 €	2 515 €
2001	7 226€	12	579 €	274 €	1 113 €	915 €				4 345 €
2002	3 438€	5	457 €	389 €		2 135 €				457 €
2003	6 848€	11	2 944 €	245 €	1 524 €	2 134 €				
2004	8 790€	11	2 740 €	500 €	2 100 €			2 150 €		1 300 €
2005	6 999€	10	4 893 €	1 775 €	331 €					
2006	5 455€	11	4 005 €	1 450 €						
2007	4 234€	8	2 944 €	1 290 €						
2008	3 402 €	4	2 487 €	915 €						
2009	3 208 €	4	1 293 €	1 915 €						
2010	7 773 €	10	3 417 €	2 606 €			1 750 €			
2011	9 549 €	10	665 €	7 134 €			1 750 €			
2012	8370	7	1 440 €	5 180 €			1 750 €			